

<https://divergences.be/LE-TEMPS-DES-REVOLTES.html>

Revue libertaire internationale en ligne

Divergences

Nous sommes définis par les lignes que nous décidons de traverser ou d'accepter comme frontières

LE TEMPS DES RÉVOLTES

- Archives - Textes critiques -

Date de mise en ligne : mercredi 3 juin 2026

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Sommaire

- [Révolutions et insurrections en Europe](#)
- [Vague de grèves dans les pays industriels hors d'Europe](#)
- [L'Amérique latine entre révolte et répression](#)
- [Les luttes anticoloniales](#)
- [Quelques conclusions](#)

LES PROTESTATIONS GLOBALES À LA FIN DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

Fin octobre 1918, une certitude s'impose : l'Allemagne fera partie des perdants de la Première Guerre mondiale. Pourtant, l'Amirauté ordonne l'appareillage de la flotte allemande pour une ultime bataille désespérée contre la Royal Navy britannique, largement supérieure à une mission suicide destinée à sauver « l'honneur » du commandement de la marine. Cela est également évident pour les marins de la flotte de haute mer stationnée à Kiel et à Wilhelmshaven. C'est pourquoi ils refusent d'obéir à leurs officiers. Ils retirent les armes et les insignes de grade à leurs supérieurs et prennent eux-mêmes le commandement dans les villes côtières. Le lendemain, les ouvriers des chantiers navals se mettent en grève et se rangent aux côtés des soldats.

[<https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH153/temps-2-6d348.jpg>]

À ce moment-là, la Première Guerre mondiale est entrée dans sa cinquième année. Elle est la première guerre globale et la première guerre au cours de laquelle des avions, des sous-marins et des gaz toxiques en masse sont utilisés. Près de dix millions de soldats de tous les pays perdent la vie dans les batailles de Verdun, Tannenberg, Gallipoli et d'ailleurs, et deux fois plus sont blessés. Dix autres millions de civils meurent loin du front, de faim et de maladies causées par les privations.

Depuis les côtes, la révolte se propage rapidement à l'ensemble du Reich et rencontre peu de résistance. Le matin du 9 novembre, les protestations atteignent enfin la capitale : d'immenses cortèges de manifestants se dirigent des quartiers périphériques de Berlin vers le centre-ville ; des soldats issus des casernes situées sur le chemin s'y joignent, et à la mi-journée, la foule grandissante parvient au centre. Les manifestants occupent la préfecture de police et désarment les policiers. En début d'après-midi, la résistance de quelques officiers, retranchés dans l'université et dans la bibliothèque d'État, s'effondre. Sous la pression du mouvement, le chancelier du Reich, le prince Max de Bade, fait annoncer le jour même l'abdication de Guillaume II des trônes impérial et royal de Prusse, et confie la chancellerie du Reich au président du SPD, Friedrich Ebert.

Voilà bientôt 100 ans que la première démocratie a vu le jour sur le sol allemand. Par la révolution de novembre 1918, les soldats et les ouvriers/ouvrières en révolte ont fait chuter l'ordre monarchique séculaire. Ils ont renversé l'empereur ainsi que 22 autres rois et princes allemands, ont conquis le suffrage universel et surtout le droit de vote des femmes, ouvrant ainsi la voie à la démocratie parlementaire. Leurs protestations ont joué un rôle décisif dans la fin de la Première Guerre mondiale.

Malgré cette importance majeure pour l'histoire allemande, la révolution de novembre est à peine perçue par le grand public. Contrairement à la guerre qui l'a précédée, elle ne joue qu'un rôle « marginalisé » dans la culture mémorielle allemande ; elle est généralement considérée comme une « révolution oubliée ». En Bavière, le thème a même été temporairement retiré des programmes scolaires des classes terminales de lycée (gymnasiale Oberstufe).

Il en va tout autrement de la recherche : au cours des dernières décennies, une investigation très intensive et nuancée des événements de l'année 1918 y a eu lieu. C'est à juste titre qu'Axel Schildt qualifie la révolution de novembre comme l'une des « périodes particulièrement approfondies par la recherche dans l'histoire allemande récente ». Pourtant, des lacunes subsistent là aussi ; ainsi, la révolution n'a jusqu'à présent guère été étudiée dans son contexte international.

Tout comme la Première Guerre mondiale fut globale, la révolte contre celle-ci et ses répercussions se déroula à l'échelle mondiale. Entre 1917 et 1921, des millions de personnes descendirent dans la rue entre Moscou et Tokyo, Barcelone et Buenos Aires. À maintes reprises, des soldats destituèrent leurs officiers, des ouvriers occupèrent les usines et des paysans les terres. Dans de nombreux pays, les dirigeants durent trembler pour leur pouvoir. « L'Europe entière est habitée par l'esprit de la révolution », notait en mars 1919 le Premier ministre britannique inquiet, David Lloyd George. « Tout l'ordre social, politique et économique existant est remis en question par la masse de la population d'un bout à l'autre de l'Europe. »

Isolément, des historiens et historiennes, issus principalement du monde anglo-saxon, ont attiré l'attention sur cette dimension globale de la protestation. Howard Zinn souligne par exemple que le mouvement n'était en aucun cas limité à l'Europe et parle plutôt d'« une vague mondiale de rébellions d'après-guerre ». Philip Yale Nicholson la qualifie également de « soulèvement mondial des exploités et des opprimés ». Michael Geyer évoque quant à lui « une révolte sociale-révolutionnaire mondiale contre l'ordre impérial européen ». Jan Schmidt met en avant un « moment global » « qui a éventuellement inauguré l'ère des extrêmes dans une mesure similaire à la guerre mondiale précédente elle-même ». Donald Sassoon attire l'attention sur l'ampleur quantitative de la résistance : « Le degré d'agitation de la classe ouvrière et de potentiel révolutionnaire couvant entre 1918 and 1920 est resté sans parallèle au vingtième siècle. »

Mais alors que la perspective eurocentrique s'efface lentement dans l'approche scientifique de la guerre, elle reste prédominante dans l'étude de la protestation.

Une inscription de la révolution de novembre dans un contexte global n'a que très rarement lieu, comme le déplore également Geyer : « L'idée que la révolution allemande de 1918/19 s'intégrait dans une vague mondiale de troubles, de grèves et de révolutions est moins courante. »

Dans ce qui suit, un aperçu schématique des protestations internationales à la fin de la Première Guerre mondiale sera donc proposé. Aucune prétention à l'exhaustivité n'est ici revendiquée. De même, il ne sera pas possible de fournir une analyse approfondie des différentes protestations, insurrections et manifestations ainsi que de leurs spécificités nationales. Cet article poursuit plutôt l'objectif de mettre en évidence la dimension quantitative et mondiale des protestations au cours des années 1917 à 1923.

Révolutions et insurrections en Europe

L'Europe se trouvait au centre des protestations. Le continent a connu, comme l'écrit Eric Hobsbawm, une révolution qui « a balayé tous les régimes de Vladivostok jusqu'au Rhin ». Pas moins de quatre maisons régnautes riches de traditions n'ont pas survécu à la guerre.

Cela a commencé en février 1917 en Russie : dans le quartier de Vyborg à Petrograd, les ouvrières d'une usine textile sont montées sur les barricades parce qu'elles réclamaient du pain, déclenchant ainsi une tempête qui « fit s'effondrer l'édifice de l'autocratie comme un château de cartes ». Leur protestation s'est rapidement transformée en grève générale, et une grande partie de l'armée est passée du côté des insurgés. Finalement, les ouvriers, paysans

et soldats russes renversèrent la monarchie tsariste qui gouvernait de manière despotique depuis 450 ans, et fondèrent des conseils (« soviets ») dans tout le pays.

Le pays, qui était resté jusqu'alors figé dans des structures semi-féodales, se démocratisa rapidement au cours des mois suivants. Il fut, comme l'écrit Orlando Figes, « transformé pratiquement du jour au lendemain en pays le plus libre du monde ». En octobre, après une nouvelle insurrection, un gouvernement révolutionnaire appuyé sur les conseils et dirigé par les bolcheviks prit le pouvoir.

Le nouveau gouvernement s'engagea en faveur de négociations de paix immédiates et accorda aux peuples de l'ancien Empire russe le droit à une totale autodétermination nationale. Les ouvriers prirent le contrôle démocratique des fabriques et des entreprises, tandis que les terres des grands propriétaires terriens furent redistribuées aux paysans. Pendant une brève période, un immense élan social s'empara de ce pays qui, peu de temps auparavant, passait encore dans toute l'Europe pour le « bastion de la réaction ».

Depuis la Russie, le mouvement révolutionnaire se propagea à travers l'Europe. Un an plus tard, en novembre 1918, ce ne furent pas seulement les grèves et les protestations des ouvriers et des soldats qui scellèrent la fin de l'ordre monarchique en Allemagne. La seconde grande monarchie d'Europe centrale, l'Autriche-Hongrie, connut elle aussi son terme. À la suite d'un soulèvement de soldats hongrois, l'empereur Charles Ier abdiqua et l'État multinational éclata. Les minorités slaves se rebellèrent et fondèrent leurs propres États. Dans la partie germanophone – surtout à Vienne et en Haute-Autriche –, des conseils ouvriers se formèrent. En Hongrie et dans la ville slovaque de Košice, ces derniers prirent même le pouvoir.

Enfin, l'Empire ottoman s'effondra lui aussi. Il perdit d'abord une grande partie de son territoire en raison de sa défaite militaire, avant qu'au début des années 1920, le mouvement de libération nationale mené par Mustafa Kemal ne proclame la République turque. Le sultan Mehmed V dut quitter le pays.

Toutefois, les insurrections et les grèves de masse ne touchèrent pas seulement les États vaincus, mais aussi les puissances victorieuses de l'Entente. En Grande-Bretagne, le mouvement ouvrier obtint la journée de huit heures, et dans la colonie britannique d'Irlande, une lutte de libération sanglante fit rage pendant deux ans. L'Italie sembla sur le point de basculer dans la révolution au cours des « deux années rouges » (biennio rosso) de 1919 et 1920. Au printemps 1920, plus d'un demi-million d'ouvriers du nord de l'Italie occupèrent leurs usines et organisèrent de manière autonome la production.

Ces mouvements étaient souvent influencés par la Révolution russe. Cela fut particulièrement évident en France, où les événements de l'ancien Empire tsariste entraînaient une radicalisation du Parti socialiste. Alors que les socialistes français avaient longtemps soutenu la guerre, à l'instar de la social-démocratie allemande, ils quittèrent le gouvernement après la révolution de février et glissèrent de plus en plus à gauche, jusqu'à adhérer finalement à l'Internationale communiste fin décembre 1920. Parallèlement, le mouvement ouvrier français se radicalisa dans le sillage de la lutte contre l'intervention militaire menée principalement par la France contre la Russie révolutionnaire. Si la tentative de grève générale du 21 juin 1919 – conçue dans le cadre d'une action internationale de soutien à la République soviétique menacée – se solda par un échec, le mouvement rencontra un franc succès au sein même des troupes d'intervention françaises. En avril 1919, une véritable mutinerie éclata dans la flotte française de la mer Noire, apportant une contribution majeure à la victoire bolchevique dans la guerre civile russe.

À la différence des États ayant perdu la guerre mondiale, les élites sociales des pays de l'Entente parvinrent à empêcher les révolutions. En bien des endroits, elles donnèrent à la population le sentiment qu'elle recevait une compensation pour les sacrifices et les privations des années de guerre, empêchant ainsi l'opposition de devenir une force capable de menacer le système. En Italie, c'est même la contre-révolution qui l'emporta : les « années rouges »

s'achevèrent par la « Marche sur Rome » de Mussolini et l'écrasement du mouvement ouvrier.

Il est remarquable que le mouvement de protestation ait également gagné des États neutres. Ce fut le cas des Pays-Bas, où des troubles parmi les soldats éclatèrent fin octobre 1918, entraînant la démission du commandant en chef de l'armée. Quelques jours plus tard, le 11 novembre, le chef de file de la social-démocratie appela la classe ouvrière à prendre le pouvoir. Au même moment, du 11 au 14 novembre 1918, la Suisse connut sa grande grève générale. Dans ces deux pays, les dirigeants firent intervenir l'armée, ce qui mit rapidement fin aux mouvements. La Suisse rompit en outre ses relations quasi-diplomatiques avec la Russie à la suite de la grève, faisant ainsi perdre à la jeune République soviétique l'un de ses rares canaux diplomatiques vers l'Occident à cette époque. Le fait qu'en Suisse et aux Pays-Bas, entre 1917 et 1920, on ait assisté, comme ailleurs, à une forte augmentation des protestations et des conflits sociaux n'est en rien surprenant, écrit l'historien Adrian Zimmermann : « Même ces deux États, fortement intégrés au marché mondial capitaliste, ne purent se soustraire, malgré leur neutralité, à la dimension économique de la guerre, qui s'avéra décisive pendant la Première Guerre mondiale. La simultanéité des affrontements politiques en Suisse et aux Pays-Bas avec les événements d'Allemagne montre en outre que le contexte européen de ces semaines ne doit pas être occulté : l'effondrement militaire des Empires centraux, la révolution dans les pays de la double monarchie et en Allemagne, et par conséquent la fin de la Première Guerre mondiale. »

L'Espagne fut le pays neutre le plus profondément secoué par la vague révolutionnaire. Grâce à sa neutralité pendant la guerre, la bourgeoisie espagnole avait pu faire des affaires avec les deux camps. Toutefois, ces profits exorbitants ne se traduisirent ni par des augmentations de salaires ni par de nouveaux investissements. Simultanément, l'exportation de nombreux produits agricoles et de biens industriels fit monter l'inflation en flèche, ce qui suscita un vif mécontentement au sein de la classe ouvrière. En Andalousie et en Catalogne en particulier, les grèves et les protestations se multiplièrent, et les organisations de gauche connurent un afflux massif, raison pour laquelle la période entre 1917 et 1920 est entrée dans l'histoire espagnole sous le nom de trienio bolchevique (les trois années bolcheviques). En Catalogne, la bourgeoisie effrayée, qui peu de temps avant l'accord luttait encore âprement contre le gouvernement de Madrid pour obtenir l'autonomie catalane, opéra un revirement politique radical. En alliance étroite avec l'armée, elle déclencha une véritable guerre civile. À partir du printemps 1920, la terreur blanche régna à Barcelone. Des pistoleros à gages, quand ce n'était pas directement la police, traquèrent les principaux militants et les assassinèrent sommairement à€” ils étaient, selon la formule consacrée, « abattus lors d'une tentative de fuite ».

Vague de grèves dans les pays industriels hors d'Europe

Aux États-Unis, l'entrée en guerre en 1917 accentua un mécontentement déjà latent au sein de la classe ouvrière, comme l'écrit Philip Yale Nicholson : « La vague de grèves ne reflua pas, mais atteignit au contraire un niveau record au cours des six premiers mois de la guerre : entre le 6 avril et le 5 octobre [1917], plus de six millions de journées de travail furent perdues à cause des grèves. L'Allemagne et ses alliés ne représentaient qu'un seul ennemi. L'autre semblait être la classe ouvrière nationale. » Lorsqu'après la guerre, la situation sociale des travailleurs à€” qui comptait un nombre croissant de femmes et de personnes noires à€” se dégrada massivement à cause de l'inflation, des milliers de personnes se mirent à nouveau en grève en 1919-1920 dans presque tous les secteurs industriels. Les grèves générales de Seattle en février 1919 et, peu après, celle de Winnipeg au Canada, au nord de la frontière, revêtirent une importance particulière. Déclenchées à la suite du gel des salaires pendant la guerre mondiale pour des revendications salariales, elles développèrent rapidement des perspectives plus larges. Leurs formes d'organisation interprofessionnelles traduisaient une radicalisation influencée par des syndicats révolutionnaires comme les Industrial Workers of the World, contre lesquels les autorités étatiques intervinrent massivement. Malgré la répression, les organisations du mouvement ouvrier connurent alors un afflux considérable.

De l'autre côté du Pacifique, les populations descendirent également dans la rue pour exiger de meilleures conditions de vie. Au Japon, la détérioration de l'approvisionnement pendant la guerre provoqua un « mouvement de grève d'une ampleur inédite jusqu'alors ». Celui-ci se poursuivit durant les premières années de l'après-guerre. Ainsi, en septembre 1919, environ 16 000 ouvriers des chantiers navals de Kobe cessèrent le travail et arrachèrent, pour la première fois de l'histoire japonaise, la journée de huit heures. Un an plus tôt, de graves émeutes du riz avaient déjà secoué l'archipel. Elles débutèrent dans le petit village de pêcheurs d'Uozo, où fin juillet 1918, les femmes de la localité bloquèrent le transport du riz réquisitionné par le gouvernement. En quelques semaines, les troubles se propagèrent comme une traînée de poudre à travers tout le pays. Ils durèrent 50 jours et touchèrent plus de 400 villes dans la quasi-totalité des préfectures. Les estimations concernant le nombre de participants varient, mais les plus optimistes évoquent un quart de la population totale du Japon.

Dans l'Union sud-africaine, l'un des rares États indépendants du continent africain à cette époque, les protestations sociales débutèrent un peu plus tard. Elles étaient toutefois, elles aussi, liées à la Première Guerre mondiale. L'extraction d'or constituait un secteur économique clé de l'Union. L'inflation consécutive à la guerre fit chuter fortement le cours de l'or, ce à quoi les entrepreneurs répondirent par des suppressions d'emplois. Il en résulta un mouvement de grève des mineurs de janvier à mars 1922 dans la région minière du Witwatersrand, près de Johannesburg (appelé Rand Revolt d'après le nom de la région), qui prit rapidement des allures de guerre civile. Le gouvernement déploya 20 000 soldats équipés de chars, d'artillerie et d'avions contre les travailleurs. Le mouvement syndical fut presque anéanti par la répression étatique. Il s'était cependant affaibli lui-même auparavant en acceptant la division entre travailleurs blancs et noirs, orchestrée par le gouvernement et le patronat. La grève des mineurs ne rassembla presque exclusivement que des membres syndicaux blancs. À l'inverse, deux ans plus tôt, 71 000 travailleurs noirs avaient déjà fait grève sans la participation de leurs collègues blancs. Ce mouvement avait également été réprimé par la police.

Le cinquième continent devint lui aussi le théâtre de protestations ouvrières. L'Australie connut la plus grande vague de grèves de son histoire. À la fin de l'été 1917, un débrayage de six semaines eut lieu, déclenché par l'introduction d'un nouveau système de contrôle des coûts et des rendements pour les employés des chemins de fer et des tramways. Cette « Grande Grève » (Great Strike) eut pour épice centre la Nouvelle-Galles du Sud, mais s'étendit rapidement à d'autres États fédérés. Deux ans plus tard, l'industrie du pays perdait encore 6,3 millions de journées de travail à cause des grèves et des lock-out. Dans la cité minière de Broken Hill, en Nouvelle-Galles du Sud, les ouvriers restèrent en grève pendant 18 mois de mai 1919 à novembre 1920. De avril à juin 1919, les marins firent également grève et parvinrent à faire accepter la plupart de leurs revendications pour l'amélioration de leurs conditions de travail.

L'Amérique latine entre révolte et répression

Les mouvements de protestation s'articulèrent également de manière très nette en Amérique du Sud, et ce bien que seul le Brésil ait activement participé à la guerre. L'Uruguay, qui bénéficiait de larges excédents commerciaux liés aux exportations, introduisit dès 1915 la journée de huit heures pour les travailleurs urbains, devenant ainsi l'un des premiers pays au monde à le faire. Le Chili connut une vague de grèves au début des années 1920.

Au Pérou, les débrayages se répétèrent entre 1910 et 1920. En 1919, les travailleurs de Lima et d'autres villes côtières menèrent une grève générale victorieuse, arrachant notamment la journée de huit heures. La même année, des grèves et des manifestations contre la hausse du coût de la vie éclatèrent, mais elles se soldèrent par des affrontements avec l'armée et coûtèrent la vie à environ 400 personnes.

La Bolivie fut également le théâtre de violents affrontements politiques. Le mécontentement grandit pendant la

guerre, en particulier chez les mineurs et les employés urbains ; les premiers étaient en grève depuis 1917. Une grève générale des cheminots et des employés du télégraphe au début de l'année 1920 constitua un point culminant des protestations. L'intensification des manifestations et l'action de plus en plus répressive du gouvernement débouchèrent finalement, en juillet 1920, sur un coup d'État pacifique : le Parti républicain remplaça les libéraux au pouvoir et adopta les premières lois sociales. Ce changement de régime marqua en outre le « début d'affrontements continus et de plus en plus violents ». Ainsi, un an plus tard, une insurrection des paysans de Jesús de Machaca éclata contre l'usurpation de leurs terres par les grands propriétaires terriens.

Dans le pays voisin, l'Argentine, l'inflation croissante pendant la guerre et le renchérissement considérable du coût de la vie qui en découlait, combinés à la stagnation des salaires réels, mirent les classes sociales populaires en grande difficulté. Le mouvement ouvrier du pays, l'un des plus anciens du continent, réagit à partir de 1917 par un nombre croissant de soulèvements, surtout dans le secteur des transports et l'industrie de la viande frigorifiée. « Les années 1917 à 1920 comptent, selon Peter Waldmann, parmi les plus turbulentes sur le plan social dans l'histoire récente de la République. Les grèves et l'agitation sociale étaient à l'ordre du jour, et la mobilisation syndicale atteignit des niveaux records. » En janvier 1919, les affrontements s'envenimèrent à Buenos Aires au cours de la semana trágica (la « Semaine tragique ») : l'armée réprima une grève générale, faisant de nombreux morts et blessés. Une insurrection d'ouvriers agricoles en Patagonie en 1921-1922 fut réprimée de manière tout aussi sanglante par l'armée.

Au Brésil, le mouvement ouvrier avait également le vent en poupe pendant la guerre : en juillet 1917, 45 000 ouvriers et ouvrières participèrent à une grève générale à São Paulo. Celle-ci déclencha des actions similaires à Rio de Janeiro et dans d'autres localités. D'autres conflits sociaux suivirent au cours des deux années suivantes. À l'instar des autres pays d'Amérique latine, l'État répondit par la répression et les déportations.

Les luttes anticoloniales

Des protestations éclatèrent également dans les colonies. Contrairement aux mouvements décrits précédemment, où les revendications portaient principalement sur la fin de la guerre et l'amélioration de la situation sociale, il s'agissait ici le plus souvent d'un désir d'autodétermination nationale.

La situation resta relativement calme dans les territoires contrôlés par la France. Certes, le recrutement de soldats en Afrique française pendant la guerre provoqua des troubles et une fuite massive de la population locale vers les territoires britanniques voisins. Toutefois, les insurrections en Tunisie (1915-1916) et dans le massif des Aurès (1916) ne se produisirent que dans des zones périphériques peu contrôlées par la puissance coloniale.

Les Pays-Bas eurent un peu plus de difficultés avec leurs « possessions » en Asie du Sud-Est. En 1919-1920, de grandes grèves éclatèrent dans les plantations de canne à sucre en Indonésie. Les années précédentes, l'organisation de libération Sarekat Islam (Union islamique), fondée en 1912, était devenue un mouvement de masse. Les syndicats créés depuis 1908 connurent eux aussi un afflux considérable.

C'est avant tout l'Empire colonial britannique qui fut véritablement ébranlé pendant la période de la Première Guerre mondiale. Dans de nombreux pays, les populations se révoltèrent contre l'Empire — par exemple dans l'actuel Irak.

L'épicentre de cette révolte se situait dans les régions méridionales et centrales du pays. Ce soulèvement, qui sera plus tard qualifié de Révolution de 1920, dura près de six mois et coûta la vie à plus de 2 000 soldats britanniques.

Dans la province voisine du Gilan, au nord de l'Iran, le mouvement de partisans des Jangali parvint même, au début de l'été 1920, à chasser les troupes de l'Empire de la région pendant quelques mois. Avec l'aide de l'Armée rouge, ils prirent la capitale début juin et proclamèrent une république des conseils : la République soviétique socialiste de Perse.

Dans le protectorat britannique d'Égypte, un mouvement d'indépendance s'était développé, avec à sa tête le parti Wafd. Lorsque son dirigeant, Saad Zaghloul, fut arrêté et déporté à Malte en 1919, des émeutes éclatèrent et se propagèrent à la quasi-totalité du pays. On assista à des manifestations massives, des grèves et des actes de sabotage contre la puissance coloniale. Les produits britanniques furent boycottés, des soldats attaqués et des attentats perpétrés contre des représentants de l'Empire. Ces protestations finirent par conduire à l'indépendance du pays en 1922.

En Inde également, la population s'opposa durant l'après-guerre à l'oppression de l'Empire britannique. À Bombay, 125 000 ouvriers et ouvrières du textile prirent part à une grève. Des émeutes de la faim éclatèrent là-bas ainsi qu'à Madras et au Bengale, tandis qu'à Calcutta, des protestations violentes opposèrent des débiteurs à leurs créanciers. De nombreuses autres villes furent le théâtre de manifestations et de grèves entre 1918 et 1920. Le massacre d'Amritsar dans le Pendjab, en avril 1919, suscita une indignation mondiale. Au cours d'une grève générale dans la ville, le commandant militaire britannique avait ordonné de tirer sur un rassemblement pacifique, faisant des centaines de morts. Ce massacre devint le signal d'alarme pour le mouvement d'indépendance indien. En 1920, Mahatma Gandhi lança la « campagne de non-coopération », un mouvement de désobéissance civile auquel participèrent des millions d'Indiens. Ils boycottèrent les produits britanniques, les écoles, les universités, les tribunaux ainsi que les élections organisées en 1920. Le communiste britannique d'origine indienne Rajani Palme Dutt se souvenait quelques années plus tard : « L'agitation révolutionnaire était générale ; de gigantesques manifestations, des grèves, des hartals et des luttes impliquant des millions de participants secouèrent le pays, et au cours des années 1919-1922, l'Empire [britannique] en Inde fut sérieusement menacé. » Toutefois, la lutte pour l'indépendance ne devait jamais prendre une dynamique telle qu'elle remette en cause les rapports sociaux, par exemple à travers une révolution agraire. Elle resta essentiellement sous le contrôle du Parti du Congrès, bourgeois et nationaliste (ou, dans les régions concernées, sous celui de la Ligue musulmane).

Dans l'Afghanistan voisin, colonie britannique depuis le milieu du XIXe siècle, régnait également un fort sentiment anticolonial. Alors que les intérêts britanniques et russes s'étaient longtemps affrontés dans ce pays de l'Hindou Kouch, le nouveau pouvoir soviétique renonça à toute prétention après la Révolution d'octobre. L'émir Amanullah Khan proclama alors l'indépendance vis-à-vis de la Grande-Bretagne. Les Britanniques tentèrent de l'empêcher en déclenchant la troisième guerre anglo-afghane depuis 1839. Cependant, affaiblie par la Première Guerre mondiale et par le mouvement de masse en Inde après le massacre d'Amritsar, l'armée britannique cessa les combats après seulement quelques semaines. En août 1919, la Grande-Bretagne reconnut l'Afghanistan comme un État souverain et indépendant. Influencé par les idées socialistes, Amanullah promulgua au cours des années suivantes plusieurs réformes profondes, notamment dans le secteur de l'éducation. Il tenta de mettre en place un système scolaire public obligatoire pour tous les Afghans, y compris les femmes. De plus, il réforma la législation familiale en 1921 : l'inceste et le mariage des enfants furent interdits, et les droits des épouses améliorés. Même si beaucoup de ces réformes ne restèrent que sur le papier et que leur application fut entravée, surtout dans les campagnes, par des mollahs réactionnaires, cela constitua la première tentative d'ouverture de l'Afghanistan vers le monde moderne. Bien qu'elle ait été essentiellement impulsée « par le haut », les répercussions de la Révolution d'octobre sur l'Asie centrale soviétique s'y firent clairement ressentir.

À l'inverse, dans le pays le plus peuplé du monde, la Chine, on assista à un véritable élan social venu d'en bas. Si l'Empire du Milieu n'avait jamais perdu son indépendance formelle, les puissances impérialistes lui avaient imposé de vastes concessions économiques et des droits territoriaux spéciaux. Les Chinois espéraient qu'avec la défaite de l'un de ces États à savoir l'Allemagne, ses revendications quasi-coloniales dans le nord du pays disparaîtraient. Ces attentes furent toutefois déçues, les puissances victorieuses ayant simplement transféré les

droits de l'Allemagne au Japon. Le 4 mai 1919, à partir de manifestations d'étudiants à Pékin, débuta une large campagne anti-impérialiste. D'abord limitée aux intellectuels, elle ne prônait qu'une renaissance spirituelle du pays. Mais elle libéra rapidement des forces politiques et sociales qui allèrent bien au-delà et se tournèrent de plus en plus vers la jeune République soviétique, seule puissance à avoir renoncé à ses privilèges en Chine. De nombreux étudiants apprirent des langues étrangères et partirent directement à l'étranger, beaucoup en Russie. Les classiques marxistes furent traduits pour la première fois en chinois.

Le mouvement se propagea au sein de la société. Des syndicats furent fondés, en particulier dans le Sud économiquement plus développé (autour de Canton) et dans la métropole de Shanghai. C'est là qu'en juillet 1921 fut également porté sur les fonts baptismaux le Parti communiste. Des porte-paroles importants du « Mouvement du 4 mai » participèrent à sa fondation. Les forces nationalistes-bourgeoises du Guomindang, sous la direction de Sun Yat-sen, se réorganisèrent également. Quelques années plus tard seulement commença la seconde révolution chinoise (1925-1927), dont la force de frappe reposa de manière décisive sur le jeune mouvement ouvrier.

Quelques conclusions

Ce n'est nullement un hasard si les mouvements sociaux sur tous les continents ont connu un tel essor précisément au cours des années 1917 à 1920. La Première Guerre mondiale en fut bien souvent le déclencheur â€” direct ou indirect. Les populations exigeaient la fin des combats ou manifestaient contre le chômage lié à la guerre, les baisses de salaires et les pénuries d'approvisionnement.

Le fil conducteur global de ces protestations fut fourni par la révolution en Russie. Partout dans le monde, les regards se tournaient vers le nouvel État soviétique.

Les événements qui s'y déroulaient constituèrent pour beaucoup une immense source d'inspiration, comme le souligne Hobsbawm : « "Peuple, écoute les signaux", c'est ainsi que commence le refrain de l'Internationale en allemand. Et ces signaux venaient forts et clairs de Petrograd et de Moscou [...]. Ils furent entendus partout où opéraient des organisations ouvrières et des mouvements socialistes, quelle que fût leur idéologie. Les ouvriers du tabac à Cuba, dont peu savaient seulement où se trouvait la Russie, fondèrent des conseils ; en Espagne, les années 1917-1919 sont encore appelées aujourd'hui le "Biennio bolchevique", bien que la gauche régionale y fût passionnément anarchiste, c'est-à-dire politiquement dans le camp opposé à celui de Lénine ; des mouvements étudiants révolutionnaires virent le jour en 1919 à Pékin (Beijing) et en 1918 à Córdoba (Argentine), d'où ils allaient bientôt essaimer à travers l'Amérique latine et donner naissance à des dirigeants révolutionnaires et à des partis régionaux. [...] La Révolution d'octobre marqua [...] également la plus grande organisation de masse de l'Indonésie, le mouvement de libération nationale Sarekat Islam. "Cette action du peuple russe", écrivait un journal de province turc, "deviendra un jour le soleil qui éclairera l'humanité entière". Dans le lointain bush australien, des tondeurs de moutons endurcis (et principalement catholiques d'origine irlandaise), qui ne manifestaient par ailleurs aucun intérêt visible pour la théorie politique, célébraient l'État ouvrier des Soviets. [...] En bref, la Révolution d'octobre fut ressentie partout comme un événement qui ébranla le monde. »

La relation entre la Russie révolutionnaire et les protestations globales était tout à fait réciproque. À la fin de la Première Guerre mondiale, la Russie était un pays économiquement arriéré. C'est pourquoi les bolcheviks considérèrent toujours le renversement du régime comme faisant partie d'un soulèvement international. Ce n'était qu'avec l'aide des ouvriers et ouvrières d'autres pays industriellement plus développés que la Révolution russe pourrait survivre et qu'une nouvelle société pourrait être bâtie à l'échelle mondiale.

Au départ, la situation semblait prometteuse du point de vue des bolcheviks. Des mouvements de masse contre la

guerre et pour des améliorations sociales virent le jour dans des dizaines de pays. Après la fin des hostilités, les protestations furent fréquemment alimentées par l'inflation et le chômage. Le mouvement syndical, dans ses différentes sensibilités, connut un essor formidable. Les organisations ouvrières affiliées à la Fédération syndicale internationale connurent un afflux inattendu, tout comme les syndicats révolutionnaires. À la fin de la Première Guerre mondiale, le nombre de leurs adhérents explosa à travers le monde. Les partis socialistes gagnèrent eux aussi de nouveaux membres à cette époque et glissèrent vers la gauche. Un élément important reliant les différents mouvements nationaux fut la lutte contre l'intervention des États occidentaux dans la guerre civile russe et la solidarité avec le jeune État soviétique.

Plusieurs de ces mouvements remportèrent des victoires majeures. La résistance, en particulier des ouvriers et des soldats européens, mit un terme aux quatre années de massacres de la Première Guerre mondiale. Dans de nombreux pays, les protestations débouchèrent sur des avancées sociales telles que la journée de huit heures, des augmentations de salaires ou l'introduction d'une assurance retraite. Les populations en révolte renversèrent des monarchies et édifièrent des républiques. Dans certaines colonies, les peuples arrachèrent leur indépendance vis-à-vis de la métropole ou posèrent du moins les jalons des futurs mouvements de libération nationale.

Une seule chose échoua : la réplique des événements russes, vers lesquels tant de militants tournaient leur regard. Il y eut un bref instant, en 1918, où les conseils ouvriers représentèrent un facteur de pouvoir majeur entre l'Oural et la mer du Nord. Eric Hobsbawm estime que : « Pendant quelques semaines ou même quelques mois au cours des années 1918-1919, une extension de la Révolution russe à l'Allemagne put apparaître comme une possibilité concrète. » Mais en fin de compte, aucun système de conseils ne parvint à s'établir durablement nulle part.

Bien au contraire : les anciennes élites réussirent partout à reprendre le contrôle. Pour ce faire, elles agirent de différentes manières. Dans certains États, les mouvements furent « apaisés » par des concessions sociales comme la réduction du temps de travail. De même, la création de l'Organisation internationale du travail (OIT), initiée par la Société des Nations, servit à canaliser les revendications de réformes sociales dans des voies « régulées ». Ailleurs, on eut recours à la répression étatique contre le « péril bolchevique ». Les républiques des conseils en Bavière, en Hongrie et en Iran furent écrasées militairement, tandis que les vagues de grèves en Amérique latine, aux États-Unis ou encore en Afrique du Sud furent brisées par la violence policière. Les « années rouges » de l'Italie s'achevèrent par la victoire du fascisme. Cette forme totalement inédite de contre-révolution fut principalement portée par les classes moyennes déclassées et par d'anciens soldats du front désorientés. Elle émergea dans de nombreux autres États » par exemple en Allemagne, où dès 1918-1919, les corps francs arboraient la croix gammée au revers de leur veste. C'est en grande partie dans leurs rangs que se recrutèrent plus tard les nationaux-socialistes.

À cela s'ajoutèrent les faiblesses des mouvements sociaux et ouvriers eux-mêmes. En dehors de la Russie, les conseils ne se développèrent que de manière marginale en tant qu'organes de pouvoir démocratiques. Dans la plupart des pays, le poids reposa plutôt sur les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier. Or, celles-ci ne constituèrent que rarement un véritable contre-pouvoir face à l'appareil d'État. Au contraire : les partis social-démocrates, en particulier, soutinrent l'État existant. L'évolution nationale très contrastée de ces partis est intéressante à cet égard. Dans de nombreux pays, ils contrent la radicalisation de leurs membres par des virages modérés à gauche. En Allemagne, en revanche, une scission se produisit dès la guerre, constituant une étape importante dans la formation ultérieure d'un parti communiste de masse (à partir de 1920). D'autres partis social-démocrates, comme en France ou en Italie, se radicalisèrent au point de s'affilier plus tard » en totalité ou en grande partie » au Komintern.

Globalement, le mouvement communiste était encore faible durant les « années rouges » de l'après-guerre. Lors du congrès fondateur du Komintern, seuls des représentants de groupuscules ou quelques communistes étrangers résidant en Russie étaient présents. Ce n'est qu'en 1920-1921, alors qu'un reflux de la vague révolutionnaire devenait évident, que le mouvement communiste connut un véritable essor.

Cependant, il devint alors manifeste que la Russie resterait isolée. L'absence de révolutions dans d'autres pays fit sauter une condition préalable essentielle pour la Russie soviétique. L'isolement du jeune État soviétique, la guerre civile et la décimation de la classe ouvrière provoquée par le conflit et l'exode urbain firent que le pouvoir passa progressivement des organes initialement démocratiques de la classe ouvrière, les soviets, au Parti communiste. Simultanément, lors des luttes de factions au sein du parti, le poids se déplaça de plus en plus en faveur de la faction de Staline jusqu'à ce que celle-ci finisse par éliminer toute concurrence à la fin des années 1920. En fin de compte, le stalinisme l'emporta parce que les ouvriers européens avaient auparavant perdu.

Notes de bas de page